



LA PLACE DE LA CRISE DU BASSIN STÉPHANOIS DANS LES STRATÉGIES DE L'UD-CFDT DE LA LOIRE (1963-1984)

Jean-Paul Bénétière

Université Rennes II

Quand on étudie l'histoire de l'UD-CFDT de la Loire pendant cette période, on y trouve des ruptures mais aussi des constantes, parmi lesquelles la question de la crise du bassin stéphanois. Je vais vous présenter ma contribution de la manière suivante :

- Indiquer d'abord la coexistence de deux orientations au sein de l'UD-CFDT de la Loire.
- Examiner quelle orientation l'UD a privilégiée et quelle place elle a faite à la crise du bassin stéphanois dans les différentes séquences que j'ai découpées dans la période.

Les constantes de l'UD-CFDT de la Loire se trouvent dans la présence de deux orientations qu'André Garnier, avait énoncées dans son rapport au congrès de l'UD-CFTC de 1956¹. L'une était une orientation professionnelle : agir sur tous les problèmes des travailleurs, pouvoir d'achat, temps et conditions de travail, chômage, droits, etc.

Cette orientation allait passer par une stratégie d'unité d'action avec les autres unions départementales (principalement la CGT), par la formulation de propositions économiques, mais aussi par une stratégie de renforcement des syndicats et de formation des adhérents. L'autre orientation était une orientation politique visant « l'émancipation des travailleurs », par la construction d'un socialisme démocratique. Elle passait par le renforcement de l'organisation mais aussi par une recherche d'alliances avec des forces politiques de gauche, insatisfaisantes mais nécessaires, tout en préservant l'indépendance de la CFDT.

¹ Archives départementales de la Loire (ADL), 32 J 42 : André Garnier, *Les problèmes de la situation économique et de la condition ouvrière dans la Loire*, Rapport au congrès de l'UD-CFDT de la Loire organisé à Veauche, 6-7 octobre 1956.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

On identifie ainsi six séquences scandées par des ruptures d'origine interne ou externe :

- séquence 1963-1965 : Grèves des mineurs et de la SFAC, soutien impatient à la création de la CFDT ;
- séquence 1966-mai 1968 : Unité d'action inter confédérale avec la CGT ;
- séquence mai 1968-1973 : Mai-juin 1968 et ses suites : dans « les luttes » et pour l'autogestion ;
- séquence 1974-1977 : Soutien à la candidature de François Mitterrand, lutte contre le capitalisme, élaboration d'une stratégie de transition au socialisme autogestionnaire ;
- séquence 1978-1981 : Lutte contre le « recentrage » et pour la « resyndicalisation » à l'intérieur de la CFDT, luttes pour l'emploi, effritement de l'unité d'action avec la CGT ;
- séquence 1981-1984 : Défense de l'emploi dans une étape marquée par la présence d'un gouvernement de gauche, la crise de l'UD, la fin de l'unité d'action avec la CGT.

La séquence 1963-1965

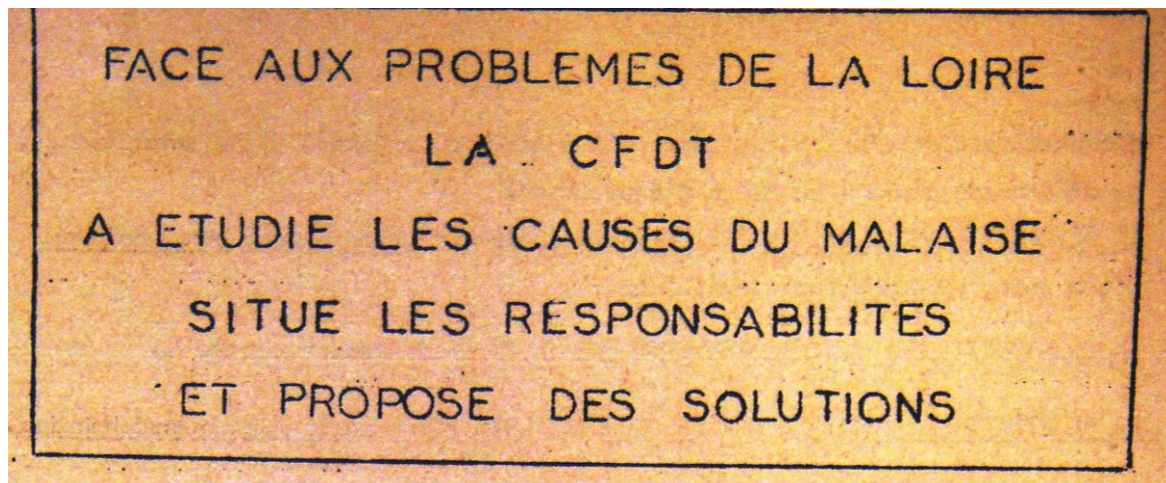
La séquence fut d'abord marquée par la grève des mineurs et la grève contre la fermeture de la SFAC à Saint-Étienne. L'UD participa à ces deux grèves et à leur soutien tout en étant minoritaire par rapport à la CGT. Elle fut à l'origine en 1964 d'un colloque réunissant un certain nombre d'organisations (à l'exception de la CGT), qui dressa un tableau des objectifs indispensables pour le redressement de l'économie stéphanoise et la sécurité de l'emploi². L'UD-CFDT publia en 1965 un *Programme pour l'amélioration économique et sociale de la région stéphanoise*³ qui préconisait :

- la poursuite du désenclavement de la région ;
- l'implantation d'industries nouvelles par la décentralisation autoritaire d'entreprises nationalisées ou d'économie mixte ;

² ADL, 542 VT 40 : rapport des Renseignements Généraux de la Loire du 10 juin 1964.

³ Un de ses concepteurs fut le géographe Jacques Schnetzler, membre de la commission économique de l'UD-CFDT dans les années 1960 avec Pierre Héritier, qui soutint en 1973, une thèse intitulée *Les industries et les hommes dans la Région de Saint-Étienne*, Université Lyon II. Voici le titre donné par l'auteur à la troisième partie de l'ouvrage : « Une région mal en point à l'avenir préoccupant », p. 374.

- le développement de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement supérieur ;
- la construction de 10 000 logements par an, principalement des HLM ;
- le réaménagement à terme de la région stéphanoise par l'extension des zones industrielles et la création d'une ville nouvelle près d'Andrézieux-Bouthéon.



Titre du tract non-daté dans lequel nous avons trouvé le « programme⁴ ».

La séquence fut également marquée par la déconfessionnalisation de la CFTC devenue CFTD en novembre 1964, dont l'UD fut un acteur impatient dans le but de se renforcer, ce qui se passa effectivement⁵. Du point de vue politique, les élections de 1965 révélèrent des décalages entre les dirigeants, adhérents ou proches du PSU et des adhérents et des militants restés gaullistes ou proches du MRP.

La séquence 1966-mai 1968

La séquence fut surtout marquée par l'unité d'action interconfédérale avec la CGT à partir de l'accord entre la CGT et la CFTD du 10 janvier 1966. L'UD en fut un acteur déterminé,

⁴ Nous l'avons trouvé sous la forme d'un tract diffusé par l'UD. ADL, 19 J 66 : Tracts CFTC-CFTD, 1952-1967.

⁵ Elle augmenta ses effectifs d'adhérents de 4.5 %, passant de 11 500-13 000 adhérents en 1963 à 12 000-13 600 adhérents en 1965, les différences s'expliquant par le décompte des adhérents sur la base d'un timbre payé. Si on compte un adhérent pour huit timbres, on en a plus que si on compte un adhérent pour neuf timbres.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

participant à toutes les journées, n'hésitant pas à critiquer ses partenaires ou sa confédération, quand ils proposaient des actions trop limitées. Elle tenta, en vain, de ne pas restreindre l'action à des « journées sans lendemain⁶ ».

En 1967, elle prit parti pour la poursuite de l'unité d'action interconfédérale malgré les divergences politiques entre les deux confédérations. Lors des journées des 17 mai et du 23 novembre 1966, les UD inscrivent la lutte contre l'expansion du chômage dans la Loire (du fait des licenciements réalisés ou prévus dans les mines, le textile et la sidérurgie) dans le programme revendicatif. Du point de vue politique, l'UD s'inscrit dans une stratégie d'union de la gauche alors que la confédération mettait en préalable à celle-ci la rénovation et la réunification de la gauche non-communiste.

La séquence mai 1968-1973

Le mouvement de mai-juin 1968 changea brusquement la situation. L'UD appela et participa à la grève et aux occupations en se voulant le porteur de l'unité ouvriers-étudiants et de la lutte pour le « contrôle ouvrier » dans les entreprises. Elle soutint l'appel de la Confédération du 29 mai à Pierre Mendès-France⁷. En juin, elle soutint la poursuite de la grève des métallurgistes. Ces prises de position entraînèrent des conflits avec la CGT sans infléchir vraiment le mouvement stéphanois, vu l'inégalité du rapport des forces entre les deux UD⁸. À la fin du mouvement, elle conclut, hâtivement, qu'une révolution était en route, même si les partis de gauche et la CGT n'en avaient pas voulu⁹ et se donna pour but l'avènement du « socialisme à base d'autogestion¹⁰ » au congrès de Saint-Étienne de 1969.

⁶ L'expression « une grève de vingt-quatre heures sans lendemain ne pouvant évidemment suffire à faire reculer le gouvernement... » avait été employée par Benoit Frachon dans une allocution publiée dans le n° 710 du *Peuple*, 1^{er}-15 octobre 1964. Cité par André Narritsens, « L'accord d'unité d'action CGT-CFDT », *Cahiers de l'IHS*, 6 mars 2006. Cette expression fut beaucoup utilisée dans l'UD de la Loire entre 1966 et 1973 pour critiquer les modes d'action de la CGT.

⁷ Appel d'Eugène Descamps du 29 mai 1968. Cf. Frank Georgi, *L'invention de la CFDT, 1957-1970, Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1995, p. 539.

⁸ Entre 13 700 et 15 500 adhérents à l'UD-CFDT en 1968 selon les chiffres de l'UD et le nombre de timbres que l'on choisit pour compter un adhérent face à 40 000 adhérents à la CGT (selon ses dirigeants). Gilles Massacrier *Mai-Juin 1968 à St-Etienne, ville ouvrière*, mémoire de maîtrise d'histoire rédigé sous la direction de Jean Merley, Université de Saint-Étienne, 1992, p. 42.

⁹ ADL, PER 151/1 : *Combat Ouvrier*, n° 62, juin 1968.

¹⁰ ADL, 32 J 42 : Rapport d'activité et d'orientation au congrès de Saint-Étienne des 15-16 novembre 1969.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Dans les années 1970-1973, le bassin stéphanois connut beaucoup de luttes. L'UD tenta pendant ces quatre années de les pousser au maximum, quitte à s'opposer de différentes manières à la CGT : en refusant de s'associer à des actions lancées par celle-ci, en tentant de ne pas limiter les actions à une journée, en essayant de mettre en place des assemblées générales pour faire participer les travailleurs au choix des revendications et des modes d'action, en soutenant parfois certaines luttes avec des membres d'organisations d'extrême-gauche.

Dans cette période, l'UD reprocha, dans une lettre du 29 décembre 1969, au Préfet et aux pouvoirs publics leur manque de stratégie pour l'implantation de nouvelles entreprises¹¹. Le Préfet répondit en refusant ces critiques mais un article du *Progrès* du 7 mai 1971¹², rendant compte d'une réunion du Comité d'expansion de la Loire faisait certes état de la création de 20 000 emplois nouveaux, mais aussi de la suppression de 20 000 emplois au cours des 12 années précédentes.

Après l'échec de la grève de Peugeot en 1973, l'UD rééquilibra ses positions sur deux points¹³ : elle réaffirma le rôle des sections syndicales dans la conduite des luttes et la nécessité de présenter des perspectives politiques permettant d'articuler ces luttes avec la construction du socialisme autogestionnaire. Il faut dire que, depuis 1968, deux événements politiques majeurs s'étaient produits : la création du nouveau parti socialiste en 1969 et 1971, puis la signature du programme commun de gouvernement en juin 1972 avaient entraîné un renforcement du parti socialiste¹⁴ rejoint, au niveau national, par un grand nombre des militants de la CFDT qui appartenaient auparavant au PSU¹⁵.

¹¹ ADL, 693 VT 163.

¹² ADL, PER 338.

¹³ UD-CFDT de la Loire, *Note au Congrès régional de mai 1973 : Quelques réflexions sur les grèves du printemps 73 dans la région stéphanoise* (Archives personnelles confiées par Jacques Ion).

¹⁴ Gilles Morin, « Profil et profit d'une union : le Programme commun de gouvernement et le Parti socialiste (1971-1978) » in Gilles Richard et Jacqueline Sanclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

¹⁵ François Kraus, *Les assises du socialisme ou l'échec de la tentative de rénovation d'un parti*, condensé d'un mémoire de maîtrise, Université Paris I, notes de la Fondation Jean Jaurès, n° 31, juillet 2002, p. 26-27 : « En effet, celle-ci [la CFDT] connaît une véritable "déPSUisation" dans la mesure où, si peut-être 4 000 militants CFDT appartenaient au PSU avant 1968 (contre à peine 1 000 à la SFIO), ils y sont 5 000 vers 1970 (contre 3 000 au Parti socialiste) et plus que 3 à 4 000 contre environ 9 000 au Parti socialiste en 1974 (cette tendance étant confirmée au congrès confédéral de 1973 où les membres du Parti socialiste sont deux fois et demi plus que ceux du P.S.U.) ».



La séquence 1974-1977

Ces années furent d'abord des années politiques. En mars 1974¹⁶, l'UD définit une stratégie politique qui consistait, sans se rallier au programme commun, à favoriser le succès de l'union de la gauche tout en développant la mobilisation populaire et la formation des militants à l'analyse marxiste pour construire le socialisme.

Cette stratégie, et la pression des militants¹⁷, expliquent la décision de soutenir François Mitterrand aux élections présidentielles des 5 et 19 mai 1974¹⁸, puis de participer aux Assises du socialisme¹⁹ qui virent un certain nombre de militants du PSU, de la CFDT et d'autres organisations rejoindre le parti socialiste. Les dirigeants et un certain nombre de militants de l'UD se rallièrent au courant du CERES pour renforcer la gauche du PS mais les ambiguïtés de l'opération et les différences de culture militante et idéologiques entraînèrent des conflits entre anciens et nouveaux adhérents et le départ des dirigeants de l'UD et de nombreux militants du parti socialiste fin 1975²⁰.

C'est la même année que les dirigeants de l'UD participèrent à la rédaction d'une « contribution » portée par la Région Rhône-Alpes et cinq fédérations pour le congrès de la CFDT de 1976²¹ dans le but, affirmaient-ils, de clarifier les positions confédérales. Il s'agissait pour eux de :

- refuser toute gestion de la crise dans le cadre du capitalisme ;
- développer la mobilisation et la conscience politique des travailleurs pour amplifier les luttes et affaiblir le capitalisme avant la prise du pouvoir, puis, celle-ci s'étant opérée, pour entamer la construction du socialisme et empêcher que ce pouvoir soit reconquis ou confisqué par une couche technocratique ou bureaucratique.
- renforcer la CFDT en développant sa pratique de masse, son fonctionnement démocratique et la formation de ses militants.

¹⁶ La session du bureau de l'UD-CFDT de la Loire se déroule du 19 au 22 mars 1974.

¹⁷ Entretien avec Pierre Héritier, Saint-Étienne, 29 mai 2009.

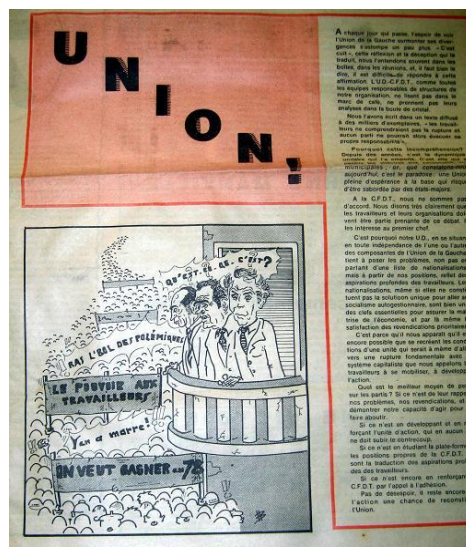
¹⁸ Les réunions du bureau concernées ont lieu le 4 et le 11 avril 1974, alors que Georges Pompidou est décédé le 2 avril 1974.

¹⁹ Cf. Note 15.

²⁰ Hélène Hatzfeld, *Les relations entre le Parti Socialiste, la CFDT et le mouvement social de 1971 à 1981*, thèse de doctorat d'état de science politique sous la direction de Georges Lavau, IEP Paris, 1987, p. 237-251.

²¹ Le congrès est organisé à Annecy. *Syndicalisme-Hebdo*, n° 1603, juin 1976 (Archives de Michel Rachet confiées à l'auteur).

Cette contribution fut rejetée par la direction et repoussée par les votes du congrès. L'orientation syndicale fut également très présente dans cette période. CGT et CFDT soutinrent les grèves offensives et défensives menées dans les entreprises et organisèrent des journées d'action, sans conflits entre elles. A partir de janvier 1977 allaient se succéder des opérations « villes mortes » accompagnées d'une campagne CGT-CFDT-FEN sur l'emploi. La séquence s'acheva fin 1977 par une dénonciation de la rupture entre les partis de gauche survenue le 22 septembre 1977 présentée comme un « sabotage face à l'espérance des travailleurs²² ».



Extrait de la « Une » de *l'Action syndicale* d'octobre 1977.

La séquence 1978-1981

La séquence débuta en janvier 1978 par le rapport sur le recentrage²³ de la CFDT qui proposait un certain nombre d'inflexions stratégiques²⁴ : remise en cause de la globalisation et de la politisation des luttes au profit d'une stratégie visant des objectifs plus proches des revendications des travailleurs et négociables avec l'état et le patronat ; recherche d'une extension de l'unité d'action à FO. Cette nouvelle stratégie était proposée en même que des

²² *L'Action Syndicale*, n° 26, octobre 1977

²³ Terme que l'auteur, Alain Moreau, secrétaire national de la CFDT, a dit n'avoir jamais employé. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *La deuxième gauche*, Paris, Éditions Ramsay, 1982. Il ne figure pas dans son rapport au conseil national de la CFDT du 26-28 janvier 1978.

²⁴ Guy Groux, René Mouriaux, *La CFDT*, Paris, Économica, 1989.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

pourparlers étaient menés secrètement entre la CFDT et le CNPF²⁵ pour repérer ce qui pouvait être négociable. Cette orientation fut d'abord violemment combattue par l'UD de la Loire avant que se dessine un compromis sur la « resyndicalisation » définie comme la volonté de privilégier la démarche professionnelle dans les orientations de la CFDT, lors du congrès de Brest de mai 1979.

Le 7 septembre 1978, l'UD émit des propositions de survie pour le développement de la Loire :

- mesures pour libérer des emplois (baisse du temps de travail ; extension des droits à la retraite ; amélioration des conditions de travail) ;
- création d'emplois nouveaux par la décentralisation de sièges sociaux et d'emplois tertiaires et l'implantation à Saint-Étienne d'un centre national de la machine-outil ;
- défense des emplois existants²⁶.

Les actions « pour que la Loire vive » commencées dans la séquence précédente culminèrent lors de la marche sur St-Étienne du 20 février 1979 qui réunit 50 000 manifestants sur la place de l'Hôtel de Ville de Saint-Etienne en même temps que 100 000 travailleurs faisaient grève²⁷.

²⁵ Hervé Hamon, Patrick ROTMAN, *op. cit.*, p. 304

²⁶ ADL, 1333 W 25 : Télégramme des Renseignements Généraux de Saint-Étienne aux Renseignements Généraux de Lyon du 7 septembre 1978.

²⁷ Rapport d'activité du Bureau de l'UD-CFDT de la Loire au Congrès de Terrenoire en décembre 1980 (Archives d'André Momein).



L'Action Syndicale, n° 34, mars 1979.

Mais cette action fut un chant du cygne puisque les deux UD n'arrivèrent pas à poursuivre en commun le combat par suite de divergences croissantes :

- divergences sur les stratégies syndicales : la CFDT privilégiait les actions dans les entreprises et les branches sur des revendications précises tandis que la CGT privilégiait les actions globales²⁸ ;
- divergences sur la conduite des luttes dans la sidérurgie et sur la signature par la CFDT de la convention sociale de la métallurgie en juillet 1979 ;
- divergences sur la conduite de la lutte à Manufrance²⁹ ;
- divergences sur la réduction du temps de travail choisie comme moyen d'éviter des licenciements que la CFDT acceptait sans compensation de salaire pour les salariés touchant au moins deux fois le SMIC, ce que la CGT refusait ;
- divergences sur les réactions face à l'intervention soviétique en Afghanistan et à la création de « Solidarité » en Pologne.

²⁸ ADL, 1333 W 25 : Télégramme des Renseignements Généraux de Saint-Étienne aux Renseignements Généraux de Lyon du 7 septembre 1978.

²⁹ Finalement liquidée en octobre 1980.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Malgré quelques actions communes, les relations devinrent de plus en plus difficiles entre les deux UD. L'UD-CFDT essaya alors de mettre en place des comités pour l'emploi, préparatoires à des Assises départementales de l'emploi. Mais les diverses actions entreprises n'empêchèrent pas les licenciements et des fermetures d'entreprises, y compris parmi celles d'implantation récente³⁰.

Du point de vue politique, l'UD réaffirma la nécessité de l'union de la gauche pour faire élire une majorité et un Président de gauche en 1978 et 1981, mais aussi d'un mouvement populaire puissant pour faire de ces victoires la première étape de la construction du socialisme autogestionnaire grâce à la prise en main des principaux moyens de production et au développement d'un contrôle ouvrier dans les entreprises. Elle se posait cependant des questions sur la volonté réelle du PCF de participer au pouvoir, et sur l'application du programme commun par le PS. Le paradoxe est d'ailleurs que la lecture des notes des réunions de bureau montre que les membres du bureau voyaient que cette mobilisation populaire n'existait pas.

La séquence 1981-1984

La séquence débuta par l'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981. On fit la fête à l'UD le soir de l'élection. Mais Pierre Héritier venu faire un compte-rendu de la réunion du Bureau National déclara qu'il n'y avait pas eu de mobilisation populaire et que les électeurs avaient choisi le changement, pas le socialisme³¹.

Face à une direction confédérale qu'elle jugea très vite trop proche d'un gouvernement qui ne répondait pas à ses attentes, l'UD eut beaucoup de mal à agir sur la défense des emplois. La rupture de l'unité d'action avec la CGT et l'impuissance à empêcher les licenciements entraînèrent le non-renouvellement des militants qui se recroquevillèrent sur leurs secteurs. Les Unions Locales étaient désertées³², le nombre d'adhérents baissa de 35% de 1977 à 1984³³. Du

³⁰ D'après une Répartition par secteurs des emplois salariés de la région stéphanoise (hors tertiaire public) de 1970 à 1981 (Étienne De Banville, Jacques Vérilhac, *Saint-Etienne, le capital redistribué - Histoires industrielles 1970-1982*, Saint-Étienne, CRÉSAL, 1983, p. 17), entre 1970 et 1980, les houillères perdent 4 600 emplois, le Bâtiment et les Travaux Publics perdent 3 900 emplois, l'industrie en perd 15 400, le secteur tertiaire en gagne 12 100, ce qui amène un solde négatif de 11 400 emplois. D'après un dossier du Comité d'expansion de la Loire de 1982, le nombre de salariés dans le secteur privé passe de 195 000 en 1971 à 210 000 en 1974, 191 000 en 1981 et, selon une projection, 188 000 en 1984 (ADL, 19 J 827).

³¹ ADL, 19 J ? : Réunion du bureau de l'UD-CFDT de la Loire du 4 juin 1981.

³² Elles vivaient « une grande misère » selon l'enquête de Michel Ponton et Raymond Rey pour la session du Bureau de l'UD-CFDT du 20 octobre 1981.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

coup, les militants n'arrivaient pas à faire vivre le comité d'emploi Loire-Sud créé le 9 janvier 1981³⁴ dont les propositions ne furent d'ailleurs pas reprises et à lancer des actions. Si l'UD lança une journée sur l'emploi le 30 avril 1981, la participation militante y fut très faible, ce qui entraîna le commentaire suivant de Michel Rachet en Bureau de l'UD : « On a trop l'habitude d'agir dans l'unité. Seuls, on n'y croit pas³⁵ ». En 1982, les syndicats refusèrent une grève proposée par le Bureau de l'UD le 15 octobre, ce qui conduisit à enterrer les Assises départementales sur l'emploi³⁶. Puis, ce fut dans la division entre CFDT et CGT et en l'absence d'une action coordonnée par l'UD que se passa la liquidation de Creusot-Loire reprise par Usinor et Framatome en décembre 1984³⁷, ce que confirma un commentaire de 1987 : « L'absence de l'UD a été très regrettable dans l'affaire Creusot-Loire³⁸ ». Le même mois, L'UD fut de celles qui amenèrent la CFDT à prendre position contre l'accord sur la flexibilité de l'emploi³⁹. La situation de l'UD était donc très difficile en 1984 au moment où nous arrêtons cette présentation.

Conclusions

L'UD-CFDT a effectivement pris en compte la crise du bassin stéphanois. Ses préconisations sur le désenclavement de la Loire, la création de zones industrielles et le développement de l'enseignement ont été reprises par les pouvoirs publics. Très peu de nouvelles entreprises se sont installées de manière durable. Ses stratégies n'ont pas empêché la disparition de nombreux emplois industriels que les emplois créés dans le tertiaire n'ont pas équilibrés. La situation économique et sociale du Bassin stéphanois s'est donc considérablement aggravée entre 1974 et 1984, contribuant à l'affaiblissement des syndicats de l'UD-CFDT.

³³ Entre 15 900 et 17 800 adhérents en 1970 ; entre 14 100 et 15 800 en 1977 ; entre 9 100 et 10 300 en 1984 selon qu'on compte un adhérent sur la base de huit ou de neuf timbres par an. D'après une enquête du Groupe d'actions pour la Syndicalisation (GAPS), en Rhône-Alpes (Archives Confédérales CFDT, 22 DOF 23). Dans le même temps la CGT revendiquait 50 000 adhérents en février 1978, 48 000 en 1979, 48 000 en janvier 1981 tandis que les Renseignements généraux estimaient le nombre d'adhérents de la CGT à 25 000 en 1976 et 30 000 en janvier 1981 (ADL, 1333 W 224).

³⁴ ADL, 1333 W 25 : Note des Renseignements Généraux du 9 janvier 1981.

³⁵ ADL, 19 J ? : Réunion du bureau de l'UD-CFDT de la Loire du 4 mai 1981.

³⁶ ADL, 19 J ? : Session du Bureau de l'UD-CFDT de la Loire des 4-5 octobre 1982.

³⁷ Cf. les articles du *Progrès* du 3 octobre au 26 décembre 1984.

³⁸ ADL, PER 743_1 et 2 : Compte-rendu de la Commission Action revendicative lors du congrès des 21-22 mai 1987. *Combat Ouvrier*, n°280, supplément n°1, juin 1987.

³⁹ *Le Progrès*, 22 et 28 décembre 1984.